

Législation et réglementation

I. Règlement et directive

- Règlement CE n° 2157 du Conseil du 8 oct. 2001 relatif au statut de la société européenne SE 95
- Directive 2001/86/CE du Conseil du 8 oct. 2001 complétant le statut de la Société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs 125

II. Lois

- Loi n° 2001 du 11 déc. 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier 125
- Loi n° 2001-1246 du 21 déc. 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002 132
- Loi de finances pour 2002 n° 2001-1275 du 28 déc. 2001 132
- Loi de finances rectificative pour 2001 n° 2001-1276 du 28 déc. 2001 148
- Loi n° 2002-1 du 2 janv. 2002 tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales 148
- Loi n° 2002-73 du 17 janv. 2002 de modernisation sociale 155

III. Arrêté

- Arrêté du 17 décembre 2001 portant homologation de règlements du Comité de la réglementation bancaire et financière 161

Réponses des ministres aux questions écrites des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat

I. Sociétés en général

- Transmission d'entreprise : exonération de droit à concurrence de la moitié de leur valeur, engagement collectif de conservation, sort des holdings 163

II. Sociétés par actions

- Nouvelles régulations économiques : dirigeants sociaux, interprétation des textes relatifs à la limitation de cumul des mandats sociaux 164

III. Épargne salariale

- Augmentation de capital : obligation de présenter un projet de résolution en faveur des salariés, application dans tous les cas 165

IV. Sociétés civiles professionnelles

- Société civile professionnelle d'avocats - ordonnance de taxe d'honoraires - recours formé contre un des associés - validité (oui), Cour cassation, 1^{re} civ., 3 juill. 2001, note Yves CHARTIER 74

V. Valeurs mobilières

- Appel public à l'épargne - prospectus d'émission - emploi d'une langue usuelle en matière financière autre que le français (CMF art. L. 412-1), Cons. const. déc. 2001-452 DC 6 déc. 2001, note Yves GUYON 76

VI. Droit pénal des sociétés

- Entreprises en difficulté - administrateur judiciaire - malversation - éléments constitutifs - usage des pouvoirs contraire aux intérêts du débiteur ou des créanciers - intérêt personnel, Cour de cassation (crim.), 26 sept. 2001, note Bernard BOULOC 81

Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

- *Association* - membres - droit d'information - application des règles régissant les sociétés anonymes (non) (CA Paris 1^{re} ch. sec. A, 30 oct. 2001) 87
- *Groupement d'intérêt économique* - objet - comptabilité - exercice illégal de la profession d'expert (non) (Cass. crim., 20 nov. 2001) 88
- *Société anonyme* - pacte d'actionnaires - engagement de cession des actions - exécution forcée sous astreinte (CA Paris 25^e ch. sec. A., 21 déc. 2001) 89
- *Sociétés en général* - dissolution - liquidation - publicité légale - responsabilité du liquidateur (CA Paris, 25^e ch. sec. A, 16 nov. 2001) 90
- *Société en général* - associé - parts sociales - rachat - évaluation - clause statutaire inapplicable - expertise non demandée - recours à recours à l'actif net (CA Paris, 25^e ch. sec. B, 23 nov. 2001) 90
- *Société en commandite simple* - associé - obligation aux dettes - présomption de qualité de commandité (CA Paris, 5^e ch. sec. A, 5 déc. 2001) 91
- *Société en participation* - gérant - pouvoirs - pool bancaire - abandon de créance (CA Paris, 15^e ch. sec. B, 30 nov. 2001) 91
- *Sociétés en général* - minorité - abus - sanctions (CA Paris 3^e ch. sec. B, 23 nov. 2001) 92

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

- Les dimensions du groupe de sociétés après les réformes de l'année 2001, par Jean-Philippe DOM 1
- La planification fiscale des groupes de sociétés en Italie: vers une définition des règles en matière de « *transfer prices* » et de « *cost sharing* », par Lorenzo DE ANGELIS 27

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Cautionnement - étendue - engagement à l'égard d'une société - fusion de sociétés - prêt conclu antérieurement - dette exigible postérieurement - obligation de la caution (oui), Cour de cassation (com.), 17 juill. 2001, note Marie-Laure COQUELET 45
- Liquidation judiciaire - liquidation de la société - dissolution - absence de pouvoirs des gérants - nomination d'un liquidateur amiable - conditions, Cour de cassation (com.), 17 juill. 2001, note Bernard SAINTOURENS 52

II. Sociétés anonymes

- Assemblée générale - convocation - mandataire ad hoc - demande du comité d'entreprise, Tribunal de commerce, 7 nov. 2001, note Raymonde VATINET 57

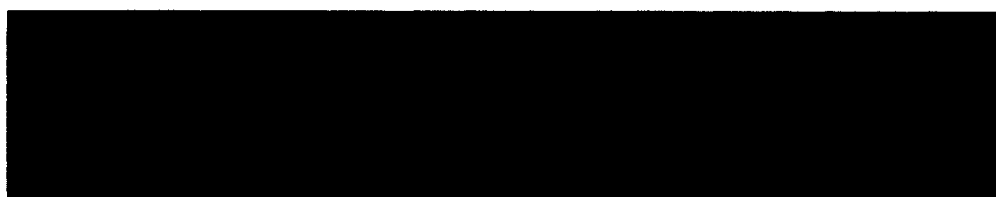
III. Sociétés civiles

- Sociétés civiles de moyens - créancier - saisies conservatoires - associés - autorisation du juge de l'exécution - rétractation - exigence d'une vanité des poursuites engagées (non) - créance paraissant fondée dans son principe (oui), Cour de cassation, 9 oct. 2001, note Jean-François BARBIÈRI 70

2
89

Revue

des
sociétés



DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DA|LOZ

7

IV. Redressement – Liquidation judiciaire

Liquidation judiciaire, plan de cession : mandataire chargé de représenter la société, désignation, difficultés, projet de réforme, dispositions du titre IV du code de commerce	167
--	-----

Bibliographie

I. Comptes rendus d'ouvrages	169
II. Bibliographie thématique : « La libération des apports »	172
III. Actualités bibliographiques	175
IV. Sélection d'ouvrages récents	186
V. Thèses de doctorat	187

Informations

I. Première journée Ch. Gavalda : Actualités de droit bancaire	189
II. Conseils d'administration : où sont les femmes ?	189
III. Gouvernement d'entreprise : bilan d'application par les sociétés du CAC 40	189
IV. Évolution des créations d'entreprises depuis 1989	190
V. Colloque sur la société européenne	191

Ref.	
Cat.	
Clas.	